

IRP

## Expertises du CHSCT: le point de départ du délai de contestation précisé

Dans un arrêt du 20 mars 2019, la Cour de cassation apporte deux précisions inédites sur le délai de contestation des expertises votées par le CHSCT. S'il a procédé par des délibérations distinctes, le délai de contestation des modalités de mise en œuvre de l'expertise ne court qu'à partir de la délibération les ayant fixées. Et la Haute juridiction en profite pour préciser que l'employeur ayant contesté le périmètre de l'expertise dans le délai imparti a nécessairement le droit d'en contester le coût prévisionnel en cours d'instance.

L'article L. 4614-13 du Code du travail, issu de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016, reste applicable au CHSCT dans l'attente de la mise en place du CSE. Il prévoit que si l'employeur entend contester la nécessité de l'expertise, la désignation de l'expert, le coût prévisionnel, l'étendue ou le délai de l'expertise, il dispose d'un délai de 15 jours pour agir « à compter de la délibération du CHSCT ». Une disposition pour le moins ambiguë, qui alimente fréquemment le contentieux (v. Cass. soc., 28 mars 2018, n° 16-28.561 PB: s'agissant de l'application de ce délai à l'action en contestation du coût prévisionnel). **Quid**, par exemple, lorsque le recours à l'expertise et ses modalités de mise en œuvre ont fait l'objet de deux délibérations successives? Quelle délibération faut-il alors

retenir comme point de départ du délai de forclusion? Dans un arrêt du 20 mars 2019, la Cour de cassation adopte une solution pragmatique: le délai de 15 jours court à compter de la **délibération** dans laquelle figure l'**élément** qui fait l'**objet** de la **contestation**. Elle précise par ailleurs que la contestation, dans le délai requis, du périmètre de l'expertise induit nécessairement le droit de contester le coût prévisionnel de l'expertise en cours d'instance.

### Deux délibérations pour voter le recours à l'expertise et ses modalités

Dans cette affaire, le **principe du recours** à une expertise pour risque grave avait été **voté** par les membres du CHSCT le **14 septembre 2016**. Lors de cette réunion, les élus avaient prévu d'organiser une réunion extraordinaire afin de « **cadre** la **procédure** ». Celle-ci s'est tenue le **18 octobre** suivant et a abouti à une seconde délibération portant sur le choix de l'expert, le périmètre de l'expertise, ses objectifs, et la désignation d'un élu pour représenter le CHSCT.

Le **31 octobre 2016**, l'**employeur** a **contesté** la nécessité et l'étendue de l'expertise en sollicitant l'annulation de la délibération du 18 octobre 2016. Le président du **TGI** a toutefois déclaré la **demande irrecevable**: dès lors qu'il contestait la nécessité de l'expertise en sus de ses modalités de mise en œuvre, l'employeur aurait dû agir dans les **15 jours suivant la première délibération**. La demande subsidiaire de réduction du coût prévisionnel de l'expertise a également été rejetée, pour avoir été formée tardivement, en cours d'instance. Sur ces deux points, la Cour de cassation n'a pas validé l'ordonnance du président du tribunal de grande instance et a renvoyé l'affaire.

### Recevabilité de la contestation relative aux modalités de l'expertise...

La Haute juridiction valide en premier lieu le recours à des délibérations successives par le CHSCT, en affirmant que « [l'article L. 4614-13 du Code du travail dans sa rédaction issue de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016] ne s'oppose pas à ce que le recours à l'expertise et la

## // Conférence Lamy

### ► Restructuration: les branches témoignent!

Le **mardi 9 avril 2019**, Lamy, en partenariat avec la DGT, dressera un bilan sur la restructuration des branches avec des témoignages de mise en œuvre tout au long de la matinée. Seront présents notamment les représentants du Bureau des relations collectives du travail de la DGT, des représentants de branches et le professeur Paul-Henri Antonmattéi. Yves Struillou, directeur général du travail viendra clôturer cette journée.

Inscriptions à la journée ou à une demi-journée:

📞 [www.wk-formation.fr/conferences](http://www.wk-formation.fr/conferences) ☎ 09 69 32 35 99

fixation de son périmètre ainsi que la désignation de l'expert fassent l'objet de délibérations distinctes du CHSCT ». Puis elle en tire les conséquences s'agissant du délai de contestation : « Le **délai** de quinze jours **pour contester les modalités de l'expertise ou son étendue** ne court qu'à compter du **jour** de la **délibération** les ayant **fixées**. » L'arrêt en conclut que l'employeur qui « contestait l'expertise au regard de ses modalités de mise en œuvre qui ne figuraient pas dans la première délibération du CHSCT » était donc recevable à solliciter à cette fin l'annulation de la **seconde délibération**, en agissant dans les 15 jours suivant celle-ci.

Cette décision est à rapprocher de **deux récents arrêts**, non publiés, par lesquels la Haute juridiction avait déjà admis la possibilité pour le CHSCT de procéder à des **délibérations distinctes**, sans toutefois se prononcer sur l'incidence de cette pratique sur le délai de contestation (*v. Cass. soc., 5 juillet 2018, n° 17-11.829, n° 17-13.306 D*; *v. le dossier jurisprudence hebdo n° 139/2019 du 31 juillet 2018*). C'est désormais chose faite. L'arrêt du 20 mars dernier invitait, dans ce cas, à distinguer selon l'objet de la contestation et le contenu de la délibération :

– pour **contester la nécessité** de l'expertise, le **point de départ** du **délai** de contestation est fixé à la date de la **première délibération** ayant voté le principe du recours à l'expert ;

– pour **contester les modalités** de l'expertise ou son étendue, le délai commence à courir à compter de la **seconde délibération**, qui les a fixées.

Le fait que l'employeur ait laissé passer le délai de 15 jours suivant la première délibération pour contester la nécessité de l'expertise, ne l'empêche donc pas de contester les modalités de l'expertise fixées dans la seconde à condition d'agir dans les 15 jours suivant cette dernière. Cette solution permet d'assurer une certaine cohérence, durant la période transitoire, avec les dispositions applicables au **comité social et économique**. S'agissant du délai de contestation des expertises votées par ce dernier, le nouvel **article L. 2315-86** du Code du travail retient également des **points de départ différents selon l'objet** de la **contestations** : pour contester la nécessité de l'expertise, le délai court à compter de la délibération décidant le recours à l'expertise ; pour contester le choix de l'expert, le délai court à compter de sa désignation par le CSE ; pour contester le coût prévisionnel, l'étendue ou la durée de l'expertise, le délai court à compter de la notification de ces éléments à l'employeur.

#### **...et au coût prévisionnel de l'expertise**

Concernant la contestation en cours d'instance du coût prévisionnel de l'expertise, la Cour pose par ailleurs pour principe que « la contestation par l'employeur du périmètre de l'expertise dans

le délai imparti par [l'article L. 4614-13] induit nécessairement le droit de contester le coût prévisionnel de celle-ci ».


Autrement dit, la chambre sociale reprend l'argument de l'employeur selon lequel la **demande de réduction** du montant des **honoraires** de l'expert est une **demande incidente** virtuellement **comprise** dans la **demande principale** relative à la remise en cause de l'étendue de la mission de l'expert.

De fait, lorsque l'employeur conteste le périmètre de l'expertise votée par le CHSCT, il doit veiller à observer le délai de 15 jours courant à compter de la délibération ayant fixé ce périmètre. Il pourra ensuite présenter sa **demande de réduction du coût prévisionnel** de l'expertise **en cours d'instance**, peu important que ce point n'ait pas été soulevé dès la saisine de la juridiction.

Bien que le nouvel article L. 2315-86 du Code du travail ne le prévoit pas expressément, cela devrait également être le cas en matière de contestation des expertises du comité social et économique. ■

Cass. soc., 20 mars 2019, n° 17-23.027 FS-PB

 CONSULTER LE DOCUMENT SUR :  
[www.liaisons-sociales.fr](http://www.liaisons-sociales.fr)

 Retrouvez votre revue en avant-première sur [liaisons-sociales.fr](http://liaisons-sociales.fr)

## EMPLOI ET CHÔMAGE

# L'assurance chômage pourrait repasser dans le vert en 2021

**Selon les dernières perspectives financières dévoilées le 26 mars par l'Unédic, l'assurance chômage pourrait devenir excédentaire en 2021, à hauteur de 1,4 milliard d'euros, et ainsi commencer à réduire sa dette. Une situation que n'a pas connue le régime depuis 2008, mais qui est retardée d'un an par rapport aux prévisions précédentes établies en juin 2018, principalement en raison de la dégradation des hypothèses de croissance.**

L'Unédic a présenté, le 26 mars 2019, les perspectives financières de l'assurance chômage pour les années 2019 à 2021. Il en ressort que le régime pourrait repasser dans le vert en 2021, et que la dette atteindrait son niveau maximum fin 2020 avant de commencer

à refluer en 2021. Alors que les concertations menées par le gouvernement sur la réforme de l'assurance chômage sont en cours et qu'une présentation des paramètres et des mesures retenues est prévue « au printemps », cette évaluation réalisée à « réglementation constante » ne tient donc pas compte des différentes pistes de réforme évoquées, souligne l'Unédic.

#### **Un retour à l'équilibre prévu pour 2021...**

L'Unédic anticipe que le régime d'assurance chômage renouerait avec les **excédents** en 2021, à hauteur de **1,4 milliard d'euros**. D'ici là, en raison d'un déficit estimé à 1,9 milliard en 2019 et à 0,4 milliard en 2020, la **dette** du régime continuerait d'augmenter, pour atteindre un **pic**

**de 37,6 milliards d'euros**, avant de pouvoir entamer une réduction, permise par le retour aux excédents. Des chiffres qui « confirment la bonne trajectoire de l'Unédic », selon sa présidente, Patricia Ferrand, qui souligne que la moitié de la constitution de la dette entre 2008 et 2018 « découle de décisions qui n'appartiennent pas directement aux partenaires sociaux, mais aux pouvoirs publics ».

#### **...mais retardé d'un an par rapport aux précédentes prévisions**

L'amélioration de la situation financière du régime avait déjà été anticipée dans le cadre des prévisions financières établies le 13 juin 2018, mais le retour aux excédents était prévu dès 2020. Selon l'Unédic, ce **décalage** d'un an s'explique principalement par deux

facteurs. Le premier réside dans la **décélération** de la **croissance**, dont les perspectives ont été « nettement révisées à la baisse » par rapport aux prévisions de juin 2018 (croissance de 1,5 % en 2018, contre 1,9 % attendue initialement). Couplé à la « grande sensibilité de l'assurance chômage aux fluctuations de l'économie », le solde financier du régime est largement affecté par la conjoncture économique, « davantage que les autres régimes de protection sociale ». En second lieu, l'Unédic pointe également une **baisse** du nombre d'entrées en **contrats aidés** (100 000 entrées de moins en 2018 par rapport à 2017), qui, en plus de la faiblesse de la croissance, conduirait à un ralentissement de la création d'emplois en 2019. Toutefois, ce retour plus tardif aux excédents « sera sans effet sur le coût de financement de la dette de l'assurance chômage », en raison de l'adaptation de la politique monétaire de la Banque centrale européenne à la dégradation du contexte macroéconomique. « L'évolution des taux d'intérêt sera donc plus favorable pour

## INDEMNISATION DES TRANSFRONTALIERS

Le dispositif d'indemnisation des travailleurs transfrontaliers, qui est décidé au niveau de l'Union européenne, pourrait être revu avant les élections européennes, a précisé la présidente de l'Unédic, Patricia Ferrand. Il ne s'agirait toutefois que d'une première étape de « décision » qui interviendrait très en amont d'une mise en œuvre effective.

le financement des nouveaux emprunts de l'Unédic que ce qui avait été anticipé en juin 2018. »

### Sécurisation des ressources du régime

Entre les prévisions de juin 2018 et celles de mars 2019, le **régime** d'assurance chômage a connu d'**importantes évolutions** en matière de **financement**. En raison de la suppression des contributions salariales à l'assurance chômage (2,40 %) intervenue en deux temps en 2018, le régime est désormais financé par une **quote-part** de 1,47 point de **CSG** sur les revenus d'activité. À cet égard, l'Unédic a tenu à rappeler que le document de cadrage de la négociation relative à l'assurance chômage – qui demeure d'actualité malgré

l'échec de cette dernière – « précise que la **compensation est intégrale** ». Il en va d'ailleurs de même en ce qui concerne l'impact de l'**extension des allègements généraux** aux contributions patronales d'assurance chômage sur les recettes de l'Unédic, qui sera compensé à l'euro par une prise en charge de cotisations par l'Acoss, et qui fait l'objet d'une convention avec la Direction de la sécurité sociale. Pour le régime, ces changements réglementaires sont donc « **sans effet** sur la **maîtrise des prévisions de recettes** ». ■

Prévisions financières de l'assurance chômage pour les années 2019 à 2021, 26 mars 2019

 CONSULTER LE DOCUMENT SUR : [www.liaisons-sociales.fr](http://www.liaisons-sociales.fr)

## RÉMUNÉRATION

# Les salaires des services de santé au travail interentreprises sont revalorisés de 1,5 % en 2019

**Un accord du 20 février 2019 revalorise de 1,5 % les rémunérations annuelles minimales garanties dans les services de santé au travail interentreprises au 1<sup>er</sup> janvier 2019. Un second accord, du 20 février également, actualise les dispositions relatives aux frais de déplacement et de repas.**

L'accord sur les rémunérations minimales annuelles garanties en 2019 dans les services de santé au travail interentreprises a été conclu, le 20 février, par le syndicat d'employeurs Presance (Prévention, santé, services, entreprises), anciennement « Cisme », et les syndicats CFTD, CFE-CGC, CFTC et SNPST. Un autre avenant, consacré à l'indemnisation des frais de déplacement et de repas, a été signé par ces mêmes parties le 20 février. Tous deux font l'objet d'une demande d'extension à tous les employeurs relevant de la CCN du 20 juillet 1976.

### Nouvelle grille de RMAG

Les **rémunérations minimales** annuelles garanties (RMAG) dans les services de

santé au travail interentreprises sont **revalorisées de 1,5 %**, à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2019**, par rapport à celles fixées, pour 2018, par l'accord du 21 février 2018 (*v. l'actualité n° 17535 du 21 mars 2018*) étendu le 29 décembre 2018. Le nouveau barème de RMAG débute donc à un montant porté de 20 066 € à 20 367 € en classe 1 (soit en douzième, 1 697,25 €). Le montant applicable à la classe 2 passe à 20 775 €, et celui de la classe 3 à 21 190 €. Le reste de cette grille salariale varie entre 21 614 € pour la classe 4 et 71 398 € en classe 21.

### Garantie d'évolution des rémunérations des cadres

L'accord prend en compte la **garantie d'évolution** des **rémunérations** minimales annuelles du personnel **cadre**, qui est fixée en fonction de l'**ancienneté**. Ainsi, par exemple, au niveau 21 (celui du **médecin du travail**), selon le nombre d'années de présence dans le service de santé au travail interentreprises, la rémunération conventionnelle atteint

74 968 € pour deux années de présence, 78 538 € pour cinq années, et 86 392 € pour 21 années.

### Frais de déplacement et de repas

Les montants des **indemnités kilométriques** prévues par un accord du 2 octobre 2007 ne sont **revalorisés** que pour la catégorie des **véhicules de 6 et 7 CV** fiscaux et **plus**, avec une indemnité portée à 0,45 € par kilomètre au 1<sup>er</sup> janvier 2019. Les autres indemnités kilométriques sont, comme en 2018, inchangées, et restent au niveau de celles de 2017 (*v. l'actualité n° 17320 du 4 mai 2017*).

L'**indemnité de repas** est, quant à elle, portée à **16,40 €** au 1<sup>er</sup> janvier 2019, sous réserve du respect de la réglementation fiscale en vigueur en la matière. ■

Accords du 20 février 2019 sur les salaires et les frais de déplacement et de repas dans les services de santé au travail interentreprises

 CONSULTER LE DOCUMENT SUR : [www.liaisons-sociales.fr](http://www.liaisons-sociales.fr)

## // à retenir aussi

### ➤ Conventions et accords

#### Protection sociale des ingénieurs et cadres des exploitations agricoles.

Le BO-CC n° 2018-49 publie l'avenant n° 49 du 15 mai 2018 à la CCN de prévoyance du 2 avril 1952. Les signataires révisent cette CCN à partir de 2019 « afin d'acter la baisse des taux de cotisations du régime de prévoyance, la réduction du délai de franchise relatif à la garantie incapacité temporaire de travail et la mise en conformité de certains de ses articles avec la réglementation (notamment les dispenses d'affiliation à la garantie complémentaire santé) ». Rappelons que cet avenant est étendu (JO du 23-1-2019, BO-CC n° 2018-49).

#### Protection sociale dans les scieries agricoles et exploitations forestières.

Le BO-CC n° 2018-49 publie l'avenant n° 1 à l'accord du 24 novembre 2015 sur les garanties frais de santé optionnelles des non-cadres des scieries agricoles et exploitations forestières. Conclu le 31 mai 2018 par la Fédération des entrepreneurs des territoires, la Fédération du bois et les forestiers privés de France, et avec les syndicats de salariés, ce texte améliore en 2019, des garanties du socle national obligatoire de la production agricole, et des garanties optionnelles facultatives spécifiques aux scieries agricoles, exploitations forestières. Rappelons qu'il est étendu (JO du 23-1-2019, BO-CC n° 2018-49).

### ➤ Projets

**Le Sénat supprime l'article introduisant une charte de responsabilité sociale des plateformes du projet de loi mobilités.** L'article 20 du projet de loi d'orientation des mobilités, actuellement en cours d'examen en première lecture au Sénat, prévoyait la possibilité pour les plateformes d'établir une charte déterminant « les conditions et modalités d'exercice de [leur] responsabilité sociale, définissant [leurs] droits et obligations ainsi que ceux des travailleurs avec lesquels elles [sont] en relation ». Une disposition déjà présente dans la loi Avenir professionnel et censurée par le Conseil constitutionnel (v. l'actualité n° 17645 du 6 septembre 2018)... et qui pourrait, encore une fois, ne pas voir le jour. Les sénateurs viennent en effet d'adopter plusieurs amendements supprimant l'article 20 du texte, et ce en dépit de l'avis défavorable du gouvernement. Suite à l'affaire Take Eat Easy (Cass. soc., 28 novembre 2018, n° 17-20.079, v. l'actualité n° 17705 du 3 décembre 2018), les auteurs de l'un des amendements adoptés considèrent en effet « qu'une telle charte n'est pas suffisante et qu'il convient de reconnaître le salariat de ces livreurs » (Projet de loi d'orientation des mobilités présenté en Conseil des ministres le 26 novembre 2018 et en cours d'examen au Sénat).

### ➤ Législation et réglementation

#### Montants revalorisés au 1<sup>er</sup> avril de l'aide supplémentaire d'invalidité et la majoration tierce personne.

Une circulaire de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav) du 26 mars 2019 publie les nouveaux montants de l'allocation supplémentaire d'invalidité (ASI), accordée à certaines personnes invalides ayant de faibles ressources, et de la majoration tierce personne (MTP), qui évoluent chaque année au 1<sup>er</sup> avril. Ainsi, le montant de l'allocation supplémentaire d'invalidité, revalorisé de 1,5 %, atteint 4986,89 € par an pour une personne seule,

et 8 229,15 € pour un couple au 1<sup>er</sup> avril 2019. Les plafonds de ressources pour en bénéficier sont également revalorisés et portés à 8 670,46 € par an pour une personne seule et 15 186,95 € pour un couple à cette même date. En ce qui concerne la majoration tierce personne, elle est rehaussée de 0,3 %, atteignant ainsi 13 463,11 € par an. Pour mémoire, cette prestation permet à son bénéficiaire de percevoir une majoration de sa pension d'invalidité. Elle est versée sous conditions d'assistance d'une tierce personne (Circ. CNAV n° 2019-14 du 26 mars 2019).

## // acteurs, débats, événements

### Formation

#### France compétences publie ses recommandations aux branches sur les coûts-contrat d'apprentissage

Les 163 recommandations de France compétences à destination des branches professionnelles sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage, validées le 13 mars dernier (v. l'actualité n° 17777 du 18 mars 2019) sont désormais en ligne sur son site. Ces 163 recommandations correspondent à 6 729 niveaux de prise en charge que les branches vont devoir réajuster d'ici à la mi-avril. France compétences propose pour chacune de ces valeurs un niveau de référence recommandé, mais aussi une fourchette

de niveaux de prise en charge tolérés avec un minimum et un maximum. L'instance de gouvernance quadripartite détaille dans un document la méthode qu'elle a mise en œuvre pour établir ces recommandations. Elle publie aussi l'ensemble des 16 027 valeurs remontées par les branches professionnelles qu'elle a retenues sans réclamer de modification. Ces valeurs, qui s'imposeront bientôt, correspondent déjà à 70,3 % des niveaux de prise en charge.

#### Grand débat : la FFP prépare des propositions pour la formation

À l'heure où « seul un Français sur trois accède chaque année à une formation », « le Grand débat national consacré à la

formation s'est tenu à Paris le 13 mars, à l'initiative de la Fédération de la formation professionnelle (FFP) », indique-t-elle le 22 mars. Plusieurs points y ont été mis en avant : « La formation n'est à ce jour pas assez attractive : les mécanismes d'accès doivent être plus lisibles ; l'investissement dans la formation doit être encouragé, que ce soit pour les entreprises (notamment PME et ETI) ou pour les particuliers ; le système de formation doit se centrer davantage sur les compétences recherchées par les entreprises, et notamment sur les compétences transversales. » La FFP invite à découvrir la synthèse du débat, qui comporte « trois éléments de diagnostics

et dix propositions », sur [www.ffp.org](http://www.ffp.org). Celle-ci nourrira des propositions qu'elle « formulera dans les prochaines semaines pour déverrouiller davantage l'accès à la formation professionnelle en France ».

## Emploi et chômage

### ■ 45 % des allocataires de l'assurance chômage retravaillent dans les trois mois

Ils sont plus de 45 % des allocataires de l'assurance chômage à reprendre un emploi dans les trois mois suivant le début de leur indemnisation alors qu'ils ont une durée de droits ouverte en moyenne de 16 mois, indique une note de l'Unédic publiée le 27 mars. Par ailleurs, plus de la moitié des allocataires n'ont travaillé qu'une partie de l'année précédant l'ouverture de leurs droits. Ces personnes, qui le plus souvent ont fait des CDD ou de l'intérim, ont une durée de droits plus courte que celles ayant travaillé toute l'année. Mais elles reprennent plus vite un travail après le début de leur indemnisation. Alors que 33 % des allocataires ayant travaillé une année complète reprennent un emploi dans les trois mois, ils sont près de six sur dix pour les autres, et même 70 % pour ceux dont le dernier contrat durait moins d'un mois. *Source AFP*

### ■ Les innovations provoquent des effets positifs sur l'emploi, mais risquent d'augmenter les inégalités

Publié en mars, le *Connaissance de l'emploi* n° 146, élaboré par le Centre d'études de l'emploi et du travail (CEET), analyse les effets en termes d'emplois des innovations dans les entreprises entre 2011 et 2015. Dans celles « qui ont introduit une innovation de produit, l'emploi a évolué de manière plus favorable [...] que dans celles qui n'ont pas innové », remarquent les auteurs. « Dans le cas des innovations de procédé, on observe au contraire un effet négatif sur le nombre d'emplois ». Il n'y aurait par ailleurs pas d'impact positif de l'innovation sur les salaires. Dans tous les cas, tant en termes de nombre d'emplois que de qualité des emplois, les effets seraient particulièrement favorables dans l'industrie. Cependant, selon les chercheurs, les effets n'étaient pas les mêmes selon les catégories socioprofessionnelles. « Si les innovations de produit augmentent l'emploi pour les cadres et les professions intermédiaires, ce n'est pas le cas pour les employés et les ouvriers (l'effet est non significatif pour ces catégories). Les innovations de procédé ont un impact négatif sur l'emploi des employés et ouvriers, sans que l'effet sur les cadres et professions intermédiaires soit significatif. » Le CEET relève enfin « un impact négatif des innovations de produit sur les salaires des ouvriers et employés ».

## Politique sociale

### ■ Le Défenseur des droits s'inquiète de « dérives » dans la « chasse aux fraudeurs » en matière d'aides

Les administrations ont des progrès à faire pour éviter que la lutte contre la fraude aux prestations sociales n'entraîne des « dérives » préjudiciables aux usagers, affirme le Défenseur des droits dans un rapport publié le 28 mars 2019. Il regrette la persistance d'« atteintes aux droits » des usagers. Les bénéficiaires de certaines allocations peuvent ainsi se voir injustement pénalisés si l'administration les soupçonne de vivre en concubinage, alors qu'ils ont déclaré vivre seuls. En cas de doute, il incombe pourtant à l'administration d'« établir la nature des relations entre le bénéficiaire et son éventuel (le) concubin(e) », rappelle le rapport, qui plaide pour que le ministère des Solidarités publie une circulaire en ce sens. Seule la Caisse nationale d'allocations familiales a diffusé une instruction sur ce sujet. *Source AFP*

## Justice

### ■ Le juge administratif peut être saisi en ligne

Le 26 mars, le Conseil d'État a inauguré l'application Télérecours citoyens, une application permettant de saisir une juridiction administrative de manière dématérialisée. Tribunal administratif, cour administrative d'appel et Conseil d'État sont concernés. L'application, accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), permet au justiciable de créer un compte personnel afin de « déposer une requête, télécharger les pièces de la partie adverse et être informé en temps réel de l'avancement de son dossier », a indiqué le Conseil d'État dans un communiqué de presse. Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, au sein duquel l'application a été expérimentée à compter dès le mois de mai 2018, se réjouit de cette nouvelle possibilité : « avec Télérecours citoyens, le traitement des recours est simplifié, accéléré et sécurisé. Les requérants n'ont plus besoin d'appeler le tribunal. Notre relation avec les citoyens s'en trouve modernisée et nous pouvons nous concentrer d'emblée sur le fond des dossiers ». La voie classique du recours par courrier papier reste toutefois ouverte. Au justiciable d'opter pour le mode de saisine qu'il préfère.

## Santé au travail

### ■ L'entreprise Kinougarde en tête du palmarès « des meilleurs employeurs en France » d'Indeed

« L'entreprise de garde d'enfants à domicile Kinougarde se hisse à la première place du classement 2019 des meilleurs employeurs en France », annonce un

communiqué du moteur de recherche d'emploi Indeed, qui se base sur les milliers d'évaluations et avis de collaborateurs ou anciens collaborateurs publiés sur ses « Pages Entreprises ». L'entreprise a notamment été « louée pour la flexibilité offerte tant en termes d'horaires que d'organisation et l'encadrement sérieux de ses salariés », avance Indeed. « Dans les avis partagés, les internautes ont également souligné l'équilibre vie professionnelle/personnelle proposé par Kinougarde, un critère essentiel puisque de nombreux salariés exercent cette activité en parallèle de leurs études. » Dans ce palmarès, c'est Orange qui arrive en deuxième. « Les internautes saluent la culture d'entreprise et l'esprit d'équipe. » Enfin, Airbus Group « complète le podium grâce à son environnement de travail jugé agréable et formateur ». Christian Dior et Safran arrivent ensuite, respectivement, quatrième et cinquième du classement.

## Secteurs

### ■ Réforme des modes d'accueil : la CGT appelait à la mobilisation le 28 mars

« Le gouvernement annonce qu'il passera en force par ordonnances avant l'été 2019 » sur la réforme des modes d'accueil, annoncent les fédérations CGT commerce-services, santé-action sociale et services publics, dans un communiqué du 26 mars. « À ce jour, aucun document présentant ces futures ordonnances n'a été officiellement communiqué par le gouvernement... Néanmoins, la CGT a pu avoir écho des mesures très inquiétantes qui se profilent. » Elle cite la baisse du ratio d'encadrement, l'augmentation du nombre d'enfants par professionnel, ou encore l'inflation du nombre d'enfants en micro-crèches. « Améliorer la productivité et la rentabilité des établissements de jeunes enfants aux dépens de leur qualité d'accueil et des conditions de travail des professionnels, serait-ce la logique du projet gouvernemental ? » Pour la CGT, « l'heure est à la résistance et à la mobilisation pour bloquer ce projet ». Elle appelle ainsi à la mobilisation sur tout le territoire le 28 mars.

### ■ Médias : le SNJ-CGT appelle à un rassemblement le 2 avril

« De nombreuses menaces pèsent aujourd'hui dans le monde des médias : mise en redressement judiciaire de l'*Humanité*; cession du groupe de presse magazine Mondadori France à Reworld Media; plan de 1 000 suppressions de postes à France Télévisions; plan d'économies à l'AFP visant une centaine de postes », énumère le SNJ-CGT dans un communiqué de presse du 28 mars. Il cite également Reuters, Ebra, Ouest-

France. « L'avenir des salariés des médias est préoccupant, mais aussi les moyens donnés aux rédactions pour faire leur travail, ainsi que le droit des citoyens à une information pluraliste, vérifiée et mise en perspective. » Il appelle à un rassemblement le 2 avril 2019 à 10 heures devant le ministère de la Culture.

## Entreprises

### ■ Renault: la CGT réclame un nouveau « plan stratégique industriel »

La CGT du groupe Renault a réclamé le 26 mars un nouveau « plan stratégique industriel » pour le constructeur français et la filière automobile hexagonale. « La direction générale reste aveuglée et préoccupée par la seule profitabilité immédiate de l'entreprise », dénonce le syndicat dans un tract distribué au personnel. La CGT juge « opportun, étant donné ce que vient de vivre l'Alliance (franco-japonaise liant Renault à Nissan, NDLR), d'interroger le plan stratégique 2017-2022, de discuter d'un autre contenu pour l'horizon 2022 et de redessiner le contenu de l'Alliance en relevant notamment sur une convergence des ingénieries qui ne paraît ni possible ni souhaitable ». « Au vu des délocalisations successives des véhicules particuliers », de « l'absence de visibilité sur le remplacement des modèles Scénic, Talisman et Espace », et du « manque de perspective concrète de la future gamme électrique, quel avenir pour l'outil industriel français de Renault ? » demande la CGT dans son tract. Le syndicat expose aussi ses arguments dans une lettre « envoyée par courriel à la hiérarchie » du groupe, a indiqué Fabien Gâche, délégué central CGT. *Source AFP*

### ■ Carrefour veut supprimer plus de 1 200 postes dans ses hypermarchés

Le groupe de grande distribution Carrefour compte supprimer des postes dans ses hypermarchés français en 2019 dans le non-alimentaire, sans départs contraints, ont indiqué le 27 mars des sources syndicales. Lors d'un CCE, la direction a détaillé les suppressions de postes prévues dans la bijouterie, le rayon multimédia, l'arrière-caisse, le service de la paie, l'encadrement, les fonctions administratives et les caisses des stations-service, soulignent les syndicats CGT et CFDT. La CGT et FO parlent de 1 229 postes supprimés sur environ 60 000 salariés, et la CFDT d'« environ 1 300 postes ». La direction de Carrefour a confirmé la tenue de négociations mais

pas les chiffres. Le groupe a commencé à négocier avec les organisations syndicales un accord de rupture conventionnelle collective. La signature serait escomptée d'ici l'été. *Source AFP*

### ■ Manifestation de salariés de

#### Castorama à La Défense contre le PSE

Près d'une centaine de salariés de l'enseigne Castorama ont manifesté à La Défense, le 27 mars, à l'appel de la CFDT, contre le plan de fermeture d'une dizaine de magasins en France, annoncé par la maison-mère britannique Kingfisher. « Vous avez fait le bon choix, celui de l'indignation », a déclaré le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, qui a rejoint les manifestants. « Les salariés sont victimes de la politique capitaliste, de la rapacité des actionnaires de Kingfisher et du libéralisme outrancier du gouvernement », a condamné la fédération commerce, distribution et services de la CGT dans un communiqué. Selon la CFDT, les négociations avec la direction, et notamment l'accord de méthode et le calendrier du PSE, commenceront le 29 mars. *Source AFP*

### ■ Mercedes arrête la production de la Smart à Hambach entre 2022 et 2024

« On a été convoqués ce matin pour information. On nous a annoncé qu'on arrêterait la Smart entre fin 2022 et 2024, pour un partenariat entre [les constructeurs chinois] Geely et [allemand] Daimler », a indiqué le délégué syndical FO le 27 mars. Le PDG de Smart France a confirmé : « Nous ne produirons plus de Smart dans le berceau historique qu'était Hambach depuis 1998 » (*Le Républicain lorrain*). « Tous les emplois seront pérennisés à travers notre nouveau projet industriel qui consistera à créer une nouvelle ligne d'assemblage pour la construction d'un SUV électrique de la marque Mercedes à Hambach », a-t-il ajouté. « Il y aura du travail pour tout le monde, on est en pleine transformation du processus de production », s'est réjoui le délégué syndical CFE-CGC, estimant qu'« on récolte les fruits de notre flexibilité et de nos efforts ». *Source AFP*

### ■ Des salariés d'Arjowiggins en appel à l'État pour l'usine de Bessé-sur-Braye

« Nous lançons aujourd'hui un appel solennel à l'État pour trouver un financement à un projet industriel qui est crédible et viable », a annoncé le 27 mars l'avocat des salariés sur le site de Bessé. « Un business plan a été construit avec

une offre de 400 salariés sur deux activités [...] Les salariés sont pleinement motivés et prêts à reprendre le travail et à commencer ce projet dès lundi », a poursuivi maître Thomas Hollande. Le besoin de financement s'élève à 40 millions d'euros, sachant que l'État serait prêt à apporter 50 % de la somme. L'appel a donc été fait, soit à un investisseur privé, « soit nous demandons à la Banque publique d'investissement, qui a annoncé cette semaine avoir réalisé un bénéfice record d'un milliard d'euros [...] d'apporter ces 20 millions », a-t-il poursuivi. Les salariés craignent un placement en liquidation judiciaire de leur usine après le renoncement du candidat à la reprise, le Suédois Lessebo. *Source AFP*

### ■ Cellule d'appui pour les salariés de Loire Offset Titoulet en liquidation judiciaire

Les 133 salariés de l'imprimerie Loire Offset Titoulet de La Talaudière, placée en liquidation judiciaire le 8 mars, vont bénéficier d'une « cellule d'appui à la sécurisation professionnelle », a annoncé le 27 mars la secrétaire d'État à l'Économie. La cellule d'appui, qui sera opérationnelle dans les prochains jours, comprend un « opérateur de placement » pour aider les salariés dans leurs projets professionnels, a expliqué Agnès Pannier-Runacher à l'Assemblée. Le dispositif prévoit notamment l'accompagnement pendant 12 à 15 mois des salariés, « en leur permettant de bénéficier [...] d'une allocation égale à 75 % de leur ancien salaire brut ». Les ex-salariés pourront également demander une allocation temporaire, pour aider un retour à l'emploi qui serait à un salaire inférieur à celui dont ils bénéficiaient auparavant. *Source AFP*

### ■ Reprise de Saint Jean Industries: l'audience reportée au 10 avril

Le tribunal de commerce de Lyon a reporté le 27 mars « au 10 avril » sa décision sur une éventuelle reprise de l'usine de Saint Jean Industries Alu (sous-traitance automobile), basée à Ingrandes-sur-Vienne, ont indiqué des sources syndicales le 27 mars. Le tribunal de commerce de Poitiers devrait lui aussi repousser sa décision sur l'usine voisine, Fonderies du Poitou Fonte (FPF), également en redressement judiciaire. Les deux unités voisines, qui emploient près de 900 personnes, font l'objet de trois offres de reprise conjointes, dont celle du géant britannique Liberty House. *Source AFP*



Président-directeur général, directeur de la publication : Hubert Chemla – Directrice du Pôle droit et réglementation : Isabelle Bussel – Directrice des rédactions : Sylvie Duras. Rédactrice en chef : Rachel Brunet. Rédactrice en chef adjointe : Aude Courmont. Rédaction : Emmanuelle Couprie (chef de rubrique protection sociale), Michel Eicher (chef de rubrique conventions), Sandra Laporte (chef de rubrique jurisprudence), Vincent Szpyt (chef de rubrique emploi et formation), Romain Boutin, Anne Buis, Marjorie Caro, Alice Dubois, Audrey Minart, Joris Monier.

Secrétaire de rédaction : Audrey Évrard, Thibault Monereau. Conception graphique : Primo & Primo. Directrice de production : Palmira Andrade. Liaisons sociales est édité par WOLTERS KLUWER FRANCE, SAS au capital de 75 000 000 € – 14, rue Fructidor, 75814 Paris Cedex 17 – RCS Paris 480 081 306. Associé unique : Holding Wolters Kluwer France – N° Commission paritaire 1121 T80984. Abonnement : 710,61 € TTC/an. Prix au numéro : 2,89 € TTC. Impression – routage : STAMP ZAC du Chêne Boquet, 60 rue Constantin Pecqueur, 95150 Taverny. Dépôt légal : à parution. ISSN 1955-5024. Ce numéro comporte 10 pages dont 2 pages de publicité. Service clients : contact@wkf.fr – N° Cristal : 09 69 39 58 58 (appel non surtaxé) – Service lecteurs : 01 85 58 37 20 – e-mail : redactions@liaisons-sociales-quotidien.fr – Rédaction : 01 85 58 30 00 (Fax : 01 85 58 39 70) Internet : <http://www.liaisons-sociales.fr>

